

## **Tribune - Elections européennes 2024 : Pour une responsabilité partagée de la santé sexuelle et une promotion de l'éducation complète à la sexualité !**

Cette année, la rentrée scolaire coïncide avec la journée internationale de la santé sexuelle célébrée le 4 septembre. Un hasard qui fait bien les choses ? Souvent tabous, les sujets liés à la santé sexuelle sont encore trop négligés, à l'école et en dehors. Pourtant, la santé sexuelle recouvre des enjeux majeurs et structurants pour notre société - des enjeux d'égalité, de santé, d'éducation, de vivre-ensemble. Les décideur·ses politiques ont la responsabilité de faire de la santé sexuelle une priorité, notamment lors des prochaines élections européennes de juin 2024.

Mais qu'est-ce que la santé sexuelle ? L'Organisation mondiale de la santé et le Ministère de la Santé et de la Prévention sont clairs : il s'agit d'un "état de bien-être physique, émotionnel, mental et social en matière de sexualité, pas seulement l'absence de maladie, de dysfonctionnement ou d'infirmité"<sup>1</sup>. Être en bonne santé sexuelle repose sur une approche positive de la sexualité, basée sur la confiance, la communication et le plaisir. Il s'agit, pour chaque personne, de pouvoir exercer ses droits à définir librement son orientation sexuelle, son identité et expression de genre et à prendre ses propres décisions concernant son corps. Cela renvoie également à la possibilité d'accéder à des services permettant une sexualité sans subir de violence, danger ou discrimination et à une contraception choisie ou aux moyens de prévention comme le préservatif ou la PrEP pour lutter contre le VIH. Quoi de plus essentiel ?

Bien vivre et comprendre sa sexualité reste un défi majeur en France et dans le monde, encore trop associé à la seule responsabilité des femmes. Chaque année, 1 grossesse sur 2 dans le monde n'est pas planifiée<sup>2</sup>; du fait de l'absence d'information, de disponibilité et d'accès aux services de prévention et soins et par manque de responsabilité des partenaires masculins. Ce défaut de partage de la responsabilité est également visible à travers la vaccination contre le papillomavirus humain (HPV) à l'origine de cancers du col de l'utérus, qui était jusqu'à présent uniquement préconisée pour les filles. Ce n'est qu'à partir de cette rentrée scolaire qu'une campagne de vaccination est proposée dans les collèges aux filles et aux garçons alors que 31%<sup>3</sup> des hommes sont porteurs de ce virus dans le monde et que leur vaccination reste dérisoire.

Si l'éducation complète à la sexualité a pourtant démontré son efficacité à réduire les risques de grossesses non planifiées, d'infections sexuellement transmissibles et de violences sexuelles et sexistes<sup>4</sup>, elle est encore trop peu mise en place au niveau mondial. Même la

---

<sup>1</sup> <https://sante.gouv.fr/prevention-en-sante/preserver-sa-sante/sante-sexuelle-et-reproductive/article/sante-sexuelle#:~:text=Selon%20l'Organisation%20mondiale%20de,de%20dysfonctionnement%20ou%20d'infirmit%C3%A9>.

<sup>2</sup> COMPRENDRE L'IMPERCEPTIBLE, Rapport 2022 sur l'état de la population du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

<sup>3</sup> [https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X\(23\)00305-4/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(23)00305-4/fulltext)

<sup>4</sup> Conseil de l'Europe - Une éducation sexuelle complète protège les enfants et contribue à rendre la société plus sûre et inclusive <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/une-%C3%A9ducation-sexuelle-compl%C3%A8te-prot%C3%A8ge-les-enfants-et-contribue-%C3%A0-rendre-la-soci%C3%A9t%C3%A9-plus-s%C3%BBre-et-inclusive#:~:text=Lorsqu'elle%20est%20compl%C3%A8te%2C%20,sexuelle%20et%20l'exploitation%20sexuelle>

France qui s'est dotée d'une loi depuis 2001 sur le sujet n'assure pas son application effective sur l'ensemble du territoire : 67% des jeunes de 15 à 24 ans déclarent ne pas avoir bénéficié des 3 séances annuelles d'éducation à la sexualité.

La santé sexuelle n'est pas que l'affaire des femmes et des adolescentes, nous sommes tous et toutes concerné·e·s! Penser le contraire ou refuser la mise en place des politiques de santé sexuelle reconnaissant cette responsabilité partagée vont à l'encontre de la santé individuelle et de la santé publique. Il est nécessaire de renverser le prisme actuel et de déconstruire les rapports de genre. Les hommes doivent être de véritables acteurs du changement, comme la France le reconnaît dans sa Stratégie nationale de santé sexuelle et sa Stratégie internationale en matière de droits et santé sexuels et reproductifs 2023-2027<sup>5</sup>. L'heure est désormais de faire de ses ambitions une réalité.

Face aux menaces des mouvements anti-droits et anti-choix et aux futures présidences de l'Union européenne par des représentants de pays conservateurs<sup>6</sup>, l'accès à la santé sexuelle et notamment l'éducation complète à la sexualité doivent être garantis et mis au cœur des priorités des politiques publiques.

C'est pourquoi, en vue des élections européennes en 2024, nous - associations engagées en faveur des droits et santé sexuels et reproductifs - appelons l'ensemble des candidat·e·s des différents partis politiques à s'engager plus concrètement. Nous réclamons que les partis politiques s'engagent à :

- inscrire des mesures phares dans leur programme politique en faveur des droits et santé sexuels et reproductifs.
- promouvoir le sujet de l'éducation complète à la sexualité avec l'élaboration de standards communs ambitieux et un suivi de leur application dans l'ensemble des pays de l'UE.
- impulser l'inscription de l'éducation complète à la sexualité dans la prochaine Stratégie en faveur de l'égalité femmes-hommes de l'Union européenne.
- soutenir le renforcement et l'augmentation de l'aide publique au développement en faveur des droits et santé sexuels et reproductifs et de la santé sexuelle communautaire.

La santé sexuelle est un droit humain et un enjeu de santé publique. Mobilisons-nous et interpellons les candidat·e·s aux élections européennes pour que la santé sexuelle et l'éducation complète à la sexualité soient intégrées dans leurs programmes et que l'ensemble des citoyen·ne·s puissent en bénéficier pleinement et librement dans l'Union européenne.

Signataires:

- Sarah Durocher, Présidente du Planning familial
- Médecins du Monde
- Rana Hamra, Fondatrice et Directrice Exécutive Humanity Diaspo

---

<sup>5</sup> Stratégie internationale de la France en matière de droits et santé sexuels et reproductifs 2023-2027, disponible ici : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/l-action-de-la-france-pour-les-droits-et-sante-sexuels-et-reproductifs/>

<sup>6</sup> La présidence du Conseil de l'UE est assurée à tour de rôle par chaque État membre pour une période de six mois.

- Florence Thune, Directrice générale de Sidaction
- Equipop